

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 1700. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES**  
**ET DISTILLERIES**  
**(Guadeloupe)**  
**(18 janvier 1993)**

---

**ACCORD DU 16 MAI 2012**  
**RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1350338M  
IDCC : 1700

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires 2012 qui se sont déroulées le 16 décembre 2011, les 12, 17, 20, 27 et 31 janvier 2012, les 3 et 8 février 2012, les 26 et 30 mars 2012, les 12 avril et 9 mai 2012, les partenaires de la branche canne-sucre-rhum ont arrêté les modalités suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Application de l'article 5 de l'accord « Bino » (clause de convertibilité)*

Concernant la mise en place de cette clause, les parties signataires du présent accord s'engagent à respecter scrupuleusement la décision que prendra la commission de suivi et d'interprétation qui doit se réunir le 24 mai 2012 telle que prévue à l'article 8 de l'accord « Bino » et à appliquer cette convertibilité au sein des entreprises de la branche.

La branche entend ainsi permettre la poursuite de la campagne sucrière 2012 dans l'intérêt de tous les acteurs de la filière.

**Article 2**

*Augmentation des salaires*

Revalorisation des salaires des ouvriers et ETAM de 2,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Article 3**

*Valeur faciale et nombre de titres restaurant*

- valeur faciale : 5 € ;
- nombre de titres : 20 ;
- répartition : 50 % pour l'employeur, 50 % pour le salarié ;
- application : 1<sup>er</sup> septembre 2012.

**Article 4**

*Généralisation de la mutuelle santé dans la branche*

Les entreprises de la branche ne disposant pas encore d'un régime de santé-mutuelle pour leurs collaborateurs s'engagent à négocier ce point dans le cadre de la révision de la convention collective pour lesquels les travaux doivent reprendre selon un planning fixé par la DIECCTE de la Guadeloupe à trouver un accord satisfaisant pour tous.

## Article 5

### *Participation des employeurs sur la prévoyance*

Cette demande sera étudiée dans le cadre de la révision de la convention collective de branche canne-sucre-rhum.

## Article 6

### *Augmentation de la prime de transport*

Revalorisation des 3 zones de transport de 10 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, soit :

(En euros.)

ZONE	MONTANT
A	De 38,70 à 42,60
B	De 67,08 à 73,75
C	De 80,49 à 88,55

## Article 7

### *Définition d'un statut pour le travail de nuit des travailleurs postés*

Compte tenu de pratiques différentes entre les entreprises recourant au travail de nuit pour des travailleurs postés, les parties conviennent d'étudier ce point en priorité dans le cadre de la révision de la convention collective dès la reprise des travaux.

## Article 8

### *Révision de la grille d'ancienneté des ouvriers*

Il est décidé d'une revalorisation, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2012, des taux des grilles d'ancienneté de la filière comme suit :

(En pourcentage.)

TRANCHE	2012
3 à 6 ans	3
6 à 9 ans	6
9 à 12 ans	9
12 à 15 ans	12
15 à 18 ans	13
18 à 21 ans	14
21 à 24 ans	16
24 à 27 ans	18
27 à 30 ans	19
30 à 33 ans	20
33 à 36 ans	21
36 à 39 ans	22
39 à 42 ans	23
43 ans	24
44 ans	25
45 ans et +	26

## **Article 9**

### *Augmentation de la prime de départ à la retraite*

Inchangé jusqu'à 35 ans de présence (art. 24 de la convention collective en vigueur).

De 35 ans révolus à 40 ans de présence : 4,5 mois de salaire brut à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au-delà de 40 ans révolus : 5 mois de salaire brut à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Conformément à l'article L. 1237-9 du code du travail, cette indemnité légale de départ à la retraite est calculée sur la rémunération brute du salarié.

Cette dernière est déterminée conformément aux dispositions de l'article D. 1237-2 du même code, c'est-à-dire en prenant la moyenne des sommes perçues (salaire de base plus les accessoires) sur 12 ou 3 mois (en retenant la base la plus intéressante pour le salarié).

## **Article 10**

### *Demande d'extension*

Le présent protocole d'accord fera l'objet d'une demande d'extension à l'ensemble de la filière en Guadeloupe par les parties signataires.

## **Article 11**

### *Publicité*

Le présent protocole d'accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail.

Un exemplaire dûment signé par toutes les parties sera remis à chaque signataire.

Un exemplaire sera déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Pointe-à-Pitre.

Un exemplaire sera déposé à la DIECCTE de la Guadeloupe.

Un autre sera envoyé par courriel au ministère du travail.

Fait à Baie-Mahault, le 16 mai 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

ASSOCANNE ;

SRIG.

### **Syndicats de salariés :**

CGTG ;

UGTG.